

NOTES SUR L'ÉVOLUTION DES REPRÉSENTATIONS DES ANIMAUX DE FERME DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, DES TEMPS MODERNES A NOS JOURS

NOTES ON THE EVOLUTION OF REPRESENTATIONS OF FARM ANIMALS IN FRENCH SOCIETY, FROM MODERN TIMES TO THE PRESENT DAY

Par Bertrand HERVIEU¹

(Communication présentée le 14 novembre 2021, Note acceptée le 12 février 2022)

Mots-Clés : agriculture, élevage, animal, évolutions culturelles.

Key Words: agriculture, breeding, animal, cultural evolution

L'objectif de cette note est de mettre en évidence, à grands traits, les mutations qui ont affecté, sur quatre ou cinq siècles, le regard porté sur les animaux de ferme, selon la place que la société leur accordait dans la vie des humains, la visée qu'elle avait à leur endroit et les relations qu'elle entretenait avec eux. Je précise que je ne suis pas un spécialiste de la question animale et que j'avancerai avec humilité dans cette brève mise en perspective historique du rapport à l'animal de ferme, rapportée, plus précisément, à quatre séquences typiques de notre histoire agricole moderne et contemporaine :

- la première couvre les XVII^e et XVIII^e siècles, toujours marqués par la menace des famines et des disettes,
- la seconde est, après le tournant des Lumières, celle de l'émergence de l'« agriculture perfectionnée » au XIX^e siècle,
- la troisième est celle, dans la seconde moitié du XX^e siècle, de la modernisation et du développement de l'industrie agro-alimentaire,
- la quatrième, qui est la nôtre depuis les années 1960, est celle du temps de l'abondance et de l'incertitude.

LE TEMPS DES FAMINES ET DES DISETTES

Les historiens spécialistes de l'agriculture de la France moderne ont recensé treize famines générales au XVI^e siècle, onze au XVII^e siècle et seize au XVIII^e siècle. Il ne s'agit ici que des famines générales, concernant l'ensemble de la population du Royaume. Sont laissées de côté les famines locales, très nombreuses et les disettes survenant régulièrement au moment des soudures entre deux récoltes. Les 37 ans de guerre qu'a comptés le règne de Louis XIV et les quinze ans de guerre qui ont marqué celui de Louis XV ont aggravé dramatiquement le

problème crucial des subsistances alimentaires dans le Royaume, et celui, connexe, de la vulnérabilité aux épidémies. Ceci avec des conséquences démographiques considérables : durant les vingt années qui ont précédé la mort de Louis XIV, entre 1694 et 1715, la France a perdu 10% de sa population soit 2 millions d'habitants sur une population à l'origine de 22 millions d'habitants.

Les animaux domestiques ou de ferme - qui se distinguent des animaux dits sauvages, chassés ou piégés soit pour leur chair, soit en raison de leur caractère nuisible - font partie intégrante de la maison. Ils logent couramment dans la maison, en particulier les bovins, fournissant chaleur, traction et nourriture à ceux auprès desquels ils vivent. Cette familiarité les fait participer au cours même de la vie humaine. On espère leur longévité et l'on sait en même temps que leur mort, décidée ou non par l'homme, est inéluctable : hommes et animaux appartiennent ensemble à un univers où la mort est omniprésente. Dans ces sociétés où règnent la faim et les épidémies, la fragilité des vies humaines est une évidence et le statut des animaux domestiques est avant tout indexé sur les nécessités de la survie humaine.

Ces sociétés, où la famine est une donnée permanente de la vie sociale, sont aussi des sociétés aristocratiques dans lesquels certains animaux ont une place singulière. C'est le cas des chevaux qui ont une place de prestige pour l'ostentation, de privilège pour la chasse, et d'auxiliaire de confiance pour la guerre. Les chiens de chasse et de cour ont également une place particulière et valorisée. Mais les uns comme les autres sont placés sous la domination sans partage de l'homme, qui a sur eux un droit de mort non discuté.

1. Académie d'Agriculture de France. Courriel : bertrand.hervieu@laposte.net

Cette domination fait sens, dans une société de chrétienté, avec le privilège absolu qui est celui de la créature humaine sauvée par Dieu, par rapport au monde animal et par rapport au monde vivant. Ceux-ci sont donnés à l'homme pour qu'il les domine, s'en serve et règne sur eux. Doté, selon Thomas d'Aquin, d'une raison qui est sa marque divine, l'homme est pensé comme complètement extérieur à une nature mise à sa disposition pour qu'il la connaisse et l'exploite. On sait que cette représentation théologique du « grand partage entre nature et culture », a fait le lit, en plaçant l'animal du côté de la nature, de la théorie cartésienne de « l'animal-machine. »

Mais dans le même temps, cette vocation de l'homme à dominer la nature se heurte en permanence aux limites concrètes qui le font, *in fine*, dépendre entièrement de ce que la nature peut lui donner avec les moyens précaires d'une agriculture et d'un élevage de subsistance. Cette contradiction est fortement présente dans le rapport qui se crée avec l'animal : la plus familière, la plus proche et la plus précieuse des créatures vivantes d'un côté et la plus instrumentalisée aux fins de la survie, de l'autre (Stépanoff 2021).

LE TOURNANT DES LUMIÈRES ET L'ÉMERGENCE DE « L'AGRICULTURE PERFECTIIONNÉE »

Le regard porté sur la nature comme ensemble de ressources à la disposition de l'homme perdure dans les siècles suivants, mais un premier tournant s'opère, au milieu du XVIII^{ème} avec les Lumières, dans la manière de penser et de mettre en œuvre cette domination. Il ne s'agit plus seulement de tirer de la nature des moyens pour survivre, mais de la faire valoir et d'en tirer richesse.

Dans ce déplacement, un regard nouveau est porté sur l'activité agricole et par voie de conséquence sur les animaux. L'agriculture est regardée comme le lieu de la construction de la richesse et donc de la prospérité du Royaume. Les physiocrates - Bertin, Bourgelat, Parmentier, Buffon, Duhamel du Monceau, Dupont de Nemours ou Quesnay - la placent au centre d'un idéal de développement, à la fois économique, philosophique, politique et scientifique : « toute richesse vient de la terre », déclare Quesnay.

Deux faits marquent avec force ce changement de perspective : d'abord la création des écoles vétérinaires, puis en 1784, sous Louis XVI, l'édification de la bergerie de Rambouillet pour y accueillir, à des fins d'amélioration des performances des moutons français, le troupeau de Mérinos d'Espagne. L'idée d'un « perfectionnement » de l'animal fait son apparition, avec l'idée de « sélection ». Ce regard scientifique porté sur l'activité agricole fait entrer celle-ci dans une perspective instrumentale, rendue plus distante encore par la vision économique qui se diffuse au sein d'une aristocratie éclairée, séduite par le développement des grands domaines anglais ou des fermes flamandes. Les animaux de la ferme - bovins, ovins, porcins, en premier lieu -

ne sont plus perçus seulement comme des moyens de subsistance, mais comme des sources possibles de profit.

Dans le même temps (peut-être est-ce la une rémanence d'une culture aristocratique marquée, via la culture du cheval, par le sens « du bel animal »), les questions de conformation, de conformité aux spécificités d'une race, de perfection d'allure etc. font leur entrée dans l'évaluation de l'animal. Une esthétique de l'animal émerge, clairement apparente dans la peinture et la sculpture du XIX^{ème} qui font une large place aux animaux de la ferme. Pensons ici à Isidore et Rosa Bonheur, Mène, Barye, Millet... Les Sociétés Libres, la Société des Agriculteurs de France, l'Académie d'Agriculture débattent des critères d'appréciation des animaux en termes de production, mais aussi de la définition des races.

Les animaux deviennent du même coup, non seulement la fierté de leurs propriétaires, mais des porteurs de l'identité des terroirs et des différenciations locales. Les comices magnifient les beaux animaux. Les concours régionaux et nationaux contribuent à construire le métier d'éleveur comme un art de la sélection, à la fois productive et esthétique des animaux, dont on valorise, sur ces deux terrains, les généalogies. Sous la Restauration, et plus encore sous la Monarchie de juillet, ce double regard porté sur les animaux de ferme est au cœur de la logique d'excellence (et aussi, par conséquent, de concurrence) dans laquelle les agriculteurs sont invités à entrer : telle est la fonction du Prix annuel « d'agriculture perfectionnée », décerné par Louis-Philippe pour mettre à l'honneur les éleveurs d'élite.

La troisième République va poursuivre dans cette direction en multipliant les comices et en présentant les éleveurs primés comme des modèles. On distribue des plaques, des médailles, des décorations : la beauté de l'animal fait l'orgueil et le prestige de son propriétaire. Il faut ajouter que la question du développement de l'agriculture est au cœur du grand projet politique d'instauration et de stabilisation de la République. Faire des paysans des républicains, capables de se nourrir et de nourrir le pays, capables de le défendre et susceptibles d'être arrachés aux influences conservatrices est la priorité. Dans cette logique de valorisation économique et politique de l'agriculture et des agriculteurs, plus que les récoltes, difficiles à évaluer, c'est le cheptel qui est regardé, comparé, admiré. Les plus beaux animaux ont des noms et des lignées célèbres parmi les éleveurs, et on les fait poser devant le photographe (Porcher 2011).

Une continuité s'établit aussi entre l'étable et la boucherie : les plaques de concours sont exposées dans les boucheries. La mort programmée de l'animal demeure bien évidemment chose évidente. Elle est d'ailleurs donnée, au moins pour une partie des animaux, dans un univers de proximité : l'arrière-cour de la boucherie ou même la cour de la ferme pour les porcs. Il n'y a pas de sentiment de contradiction entre l'extrême soin porté à l'animal tout au long de son existence et sa mort violente certaine. En revanche, la fierté qui se portait sur l'animal s'étend à la viande de qualité.

La société paysanne qui s'impose au XIX^{ème} siècle et qui concerne 80% de la population a mis en place une véritable culture de l'animal de ferme, dans laquelle l'approche utilitaire et productive se combine avec une vision esthétique, patrimoniale et identitaire parfois de l'animal. La relation de l'homme à l'animal a une charge émotionnelle forte.

LE TEMPS DE LA MODERNISATION ET DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

L'évolution qui intervient après la Seconde guerre mondiale n'est pas propre à la France, mais elle présente un certain nombre de traits spécifiques, dans la mesure où, dans le contexte de retard industriel et de restrictions qui est alors celui du pays, la modernisation de l'agriculture française est devenue une priorité absolue.

Le basculement idéologique qui s'opère alors, du côté de la jeunesse agricole, engage le regard porté sur le travail agricole. La formule « La terre n'est pas seulement un patrimoine, c'est d'abord un outil de travail » résume ce changement de perspective, qui rend possible - chose impossible auparavant - des échanges de terres, des remembrements ou des cultures sans sol. Il a également des répercussions sur la manière dont sont considérés les animaux, et dont ils sont inscrits dans un projet productif.

La rationalité instrumentale s'empare de l'animal. Cette mise à distance de l'animal - et au-delà de la nature toute entière - est renforcée (et pour partie générée) par le développement scientifique et technologique - en particulier celui de l'ingénierie génétique - qui traite les animaux en objets de connaissance, justiciables d'un programme d'amélioration : on introduit les performances, on calcule le temps nécessaire pour atteindre ces dernières... Le regard change radicalement : la performance l'emporte sur l'esthétique, le numéro d'enregistrement sur le nom ; on calcule la capacité de transformer les protéines végétales en protéines animales, on parle de la vache comme d'un « moule à veau »...

Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus large dont l'éloignement entre la société et les animaux de ferme est une dimension majeure. Trois facteurs y contribuent : la société française devient majoritairement urbaine, l'élevage devenu intensif s'effectue de façon fermée et l'alimentation est de plus en plus transformée. Le processus d'abstraction de la relation à l'animal brouille les représentations. Il télescope un imaginaire de ce que l'on ne voit plus et une réalité que l'on ne voit pas : la mort animale, et l'animal lui-même, deviennent invisibles (Hervieu et Purseigle 2013).

Cette mutation des représentations collectives est aussi fulgurante que celle de l'activité agricole, laquelle est entrée dans une véritable révolution. On mesure, en s'en tenant aux seuls chiffres de la productivité du travail et du capital, l'ampleur de ce bouleversement historique : les rendements en blé passent de 20 quintaux à l'hectare en 1950 à 75 en 1990 ; les

rendements en lait de 2 000 kg par an en 1960 à 7 000 en 2010. Ce saut quantitatif et qualitatif est aussi une rupture culturelle, inscrite dans ce que Fernand Braudel (1986) a désigné comme le « grand chambardement de la France rurale ».

Il faut souligner cependant que ce changement de perspective à l'égard de l'animal laisse subsister des traces des modes antérieurs de sa valorisation : le bel animal continue d'être recherché, la bataille des races a toujours ses adeptes, l'attachement de l'éleveur à ses animaux n'a pas disparu. Mais le processus de réification de l'animal est massivement accepté. Un épisode extrême, mais très significatif, de ce processus est intervenu à l'été 1990, lorsque dans une conjoncture de baisse des cours de la viande, des éleveurs ont mis le feu à des camions chargés d'animaux vivants. La négation des animaux répondait à ce que les intéressés vivaient comme la négation de leur métier. Le geste a suscité une forte indignation, dans la société et chez les agriculteurs, mais il a été symboliquement, dans son excès même, une rupture cruciale du rapport à l'animal de ferme (Hervieu 1994).

LE TEMPS DE L'ABONDANCE ET DE L'INCERTITUDE

A travers cette révolution technique et économique, mais aussi politique, culturelle et symbolique, la France est devenue une grande puissance agricole, confrontée même, pendant une décennie, au problème de la surproduction. La société française est entrée dans un univers d'abondance et d'insouciance alimentaires : au début du XXI^{ème} siècle, deux siècles et demi après des famines encore tenaces, qui se soucie encore en France de savoir s'il va pouvoir manger à sa faim jusqu'à la fin de ses jours ? Ceux qui s'en préoccupent, car il y en a malgré tout, n'ont pas peur que la ressource vienne à manquer : ils redoutent de ne pas avoir, ou d'avoir insuffisamment, accès à cette ressource. Mais le problème n'est pas celui de la production agricole : il renvoie à un ensemble de facteurs sociaux qui relèvent d'une autre histoire.

Cependant, à partir des années 75, différents signes ont commencé d'indiquer l'ébranlement du scénario de la croissance indéfinie qui sous-tendait cette insouciance généralisée. En 1973, le choc pétrolier a marqué un tournant, en donnant un contenu concret aux signaux d'alarme mis en avant par les travaux du club de Rome et par les débats qui commencent à se multiplier sur « les dégâts du progrès ». Cette inflexion culturelle, qui se fait rupture à la fin du siècle, se marque, en particulier dans une mise en question, à la fois externe (venant de la société) et interne (venant des intéressés eux-mêmes) du modèle dominant de l'agriculture et de l'élevage (Keck 2021).

Cette mise en question explose dans la décennie 1990/2000, qui est la décennie de toutes les contradictions pour le monde agricole. On y prend acte des crises de surproduction (celles de la décennie 1970/1980) et de la difficulté de les réguler (on se souvient des oppositions des agriculteurs aux quotas laitiers). On déploie, pour conjurer ces crises, la thématique de la

vocation exportatrice de la France. Celle-ci implique l'alignement sur les prix mondiaux, avec l'entrée des produits agricoles dans les accords de l'OMC et la fin des prix garantis. Mais, dans le même temps on constate une stagnation des rendements. Le sommet de Rio en 1992 marque l'entrée souvent conflictuelle des débats sur l'environnement dans la réflexion sur le devenir de l'agriculture. Les grandes crises sanitaires - et en particulier la crise de l'ESB, dite de la « vache folle » dans les années 90 - marquent les esprits. Des problématiques de santé publique nouvelles s'invitent dans l'action publique et la réflexion collective, avec l'explosion des diabètes et de l'obésité. Enfin, dans cette séquence, le monde agricole lui-même est devenu une minorité parmi d'autres dans la société (moins de 5% de population active) alors que la puissance de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution s'impose en prescriptrices du rapport des individus et des familles à l'alimentation (Hervieu et Purseigle 2013).

Du côté scientifique aussi, le paysage a changé : des avancées spectaculaires de connaissance développent une vision renouvelée de l'unité de la vie, et soulignent, du même coup, la non pertinence de la distinction radicale, au sein du vivant, entre l'humain et l'animal, telle que la tradition philosophique et théologique occidentale l'a posée. L'anthropologie des mondes lointains - de Claude Lévi-Strauss à Philippe Descola (2005) - met radicalement en question le naturalisme de la pensée occidentale - le « grand partage » entre nature et culture - en montrant les liens aussi forts que divers qui unissent l'humain à la nature dans d'autres univers culturels. Des philosophes et des sociologues - de Bruno Latour à Dominique Bourg ou Edgar Morin (1977) - thématisent à frais nouveaux la question des liens de l'humain au monde vivant dans sa totalité. La théologie chrétienne elle-même renouvelle sa pensée de la Création, de la réhabilitation des intuitions de Teilhard de Chardin à l'encyclique Laudato Si du pape François.

Ce mouvement de la pensée s'affirme en même temps que se transforment, silencieusement mais tout aussi sûrement, les représentations et attentes collectives, à l'égard de la nature, et spécifiquement, pour ce qui nous occupe ici, des animaux. Dès les années 70, la dénonciation de l'invisibilisation de la relation des humains à l'animal avait été portée par la contre-culture américaine et par les courants néo-ruraux européens, dans le cadre d'une critique de l'artificialisation généralisée de la vie dans les sociétés urbaines et industrielles contemporaines. Ce thème du « lien à retrouver » avec l'animal n'a pas cessé de

monter en puissance dans les sociétés occidentales, en même temps que se mettait en place une véritable culture de l'« animal de compagnie », qui embrasse progressivement - avec l'anthropisation de la vision de l'animal qui s'y attache - une variété de plus en plus larges d'animaux, mobilisés non plus pour la survie biologique des humains, mais pour l'accomplissement personnel des individus. La place prise par le poney, dans la culture enfantine et adolescente, en est un exemple typique.

Ces évolutions culturelles transforment-elles le rapport que les sociétés occidentales entretiennent avec les animaux de fermes ? A suivre les modèles dominant de la consommation alimentaire, on peut conclure qu'il s'agit de variations à la marge. Cependant, des questions nouvelles s'imposent dans le débat public, avec des effets probables sur les pratiques sociales et sur le droit. La question de la souffrance animale est de celles-là. Récemment, une pétition lancée en ligne pour demander la fermeture d'un abattoir aux méthodes indignes a obtenu en quelques heures plus de 100 000 signatures. On peut avancer que les débats actuels sur le statut juridique des animaux ont pour toile de fonds le refus de la souffrance animale. Un sondage sur la question en 2021 indique que 84% des Français considèrent la protection des animaux comme une cause importante ; 47% considèrent que ce sujet peut influencer leur vote ; 90% sont favorables à la lutte contre la maltraitance animale et 89% sont favorables à l'interdiction de l'élevage intensif, cette dernière préoccupation prenant en compte à la fois la souffrance animale et la responsabilité de l'élevage intensif dans le réchauffement climatique.

Sur le terrain des pratiques, des indicateurs signalent aussi un changement en cours : à la nette prise de distance des générations montantes avec l'alimentation carnée répond la montée en puissance de la production de « viande » végétale. A Berlin, actuellement, dans certains restaurants universitaires, 68% des plats sont végans ; 28% végétariens ; 4% contiennent du poisson ou de la viande. La même tendance se dessine en France, en réponse aux attentes des jeunes.

Il est probable, et même certain, que nous sommes face à une remise en question massive de la réification de l'animal d'élevage opérée par la révolution productiviste du siècle dernier. Il s'agit là d'un véritable retournement culturel, dont la question de notre rapport à l'animal de ferme est à la fois l'indicateur et l'enjeu.

BIBLIOGRAPHIE

- Braudel F. L'identité de la France Vol.3 Les Hommes et les Choses. Paris : Arthaud-Flammarion ; 1986.
- Descola P. Par-delà nature et culture. Paris : Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines ; 2005
- Hervieu B. Les Champs du Futur. Paris : Julliard ; 1994
- Hervieu B. et Purseigle F. Sociologie des Mondes Agricoles. Paris : Armand Colin ; 2013
- Keck F. Les Sentinelles des Pandémies. Paris : Seuil ; 2021
- Morin E. La Méthode, 1 la Nature de la Nature. Paris : Seuil ; 1977
- Porcher J. Vivre avec les animaux. Une utopie pour le XXI^{ème} siècle. Paris : La Découverte ; 2011
- Stépanoff C. L'animal et la mort. Chasses, modernité et crise du sauvage. Paris : La Découverte, Sciences sociales du vivant ; 2021